64me Année – 3me Série – N° 124

Le Numéro quotidien : DIX CENTIMES en France et en Belgique — Etranger : VINGT CENTIMES

Samedi 4 Mai 1918

Gaston CALMETTE
Directeur (1902-1914)

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, Rue Drouot, Paris (9e Arr)

Rédaction en Chef { M. ALFRED CAPUS / M. ROBERT DE FLERS

POUR LA PUBLICITÉ
LES ANNONCES ET LES RÉCLAMES
S'adresser 26, rue Drouot, à l'Hôtel du FIGARO

Les Annonces et Réclames sont également reçues à la Société Cie des Annonces, 8, place de la Bourse

LE FIGARO

« Loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, me moquant des sots, bravant les méchants, je me presse de rire de tout... de peur d'être obligé d'en pleurer. » (BEAUMARCHAIS)

H. DE VILLEMESSANT
Fondateur

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, Rue Drouot, Paris (9e Arr)
TÉLÉPHONE, Trois lignes : Gutenberg 02-46 – 02-47 – 02-49

Secrétariat Général : M. HENRI VONOVEN

Abonnements :	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN
Paris, Départements et Colonies françaises	9 »	18 »	34 »
Étranger — Union postale...	18 50	36 »	70 »

On s'abonne dans tous les bureaux de poste de France et d'Algérie

LE CARDINAL BILLOT et la question du drapeau

On se rappelle la campagne, fort peu sage en vérité, dont un groupe de catholiques prirent, au cours de la guerre, l'initiative, et le mouvement, vite arrêté, qui s'ensuivit dans le dessein d'obtenir des pouvoirs publics l'adjonction de l'image du Sacré-Cœur au drapeau français.

Cette campagne, que notre épiscopat se garda d'encourager, que plusieurs évêques condamnèrent même publiquement, et que le Saint-Siège déconseilla par des instructions envoyées aux cardinaux de France, instructions qui ne furent pas publiées en leur texte, mais dont il me fut permis de produire une exacte analyse, cette campagne, dis-je, quelques-uns songeraient à la reprendre comme si Dieu avait mis vraiment au salut de notre pays une condition que tout esprit bien équilibré jugera, quoique par ailleurs il en pense, impossible à réaliser.

Toujours est-il que beaucoup de nos généraux — sans parler des démarches tentées à maintes reprises auprès des personnages politiques les plus divers, voire les plus haut placés — reçoivent depuis quelque temps des lettres où on les avertit charitablement qu'ils perdront leur peine aussi longtemps que cette condition n'aura pas été remplie.

Et les requérants s'appuient sur les « révélations » de Mlle Claire Ferchaud, dont le cas est présentement soumis à l'examen d'une commission nommée par l'évêque de Poitiers; et les « révélations » de cette voyante — il ne s'agit de contester ni sa bonne foi ni sa piété — se raccordent à un prétendu message que le Sacré-Cœur aurait chargé la bienheureuse Marguerite-Marie de transmettre à Louis XIV, qui, d'ailleurs, ne le reçut jamais.

Or, voici que le cardinal Billot, dans une lettre dont je tiens à grand honneur de pouvoir donner la primeur aux lecteurs du *Figaro*, vient de prendre position fort nettement contre la campagne dont je viens de parler.

Le cardinal Billot, jésuite français résidant à Rome, jouit, comme théologien, d'une très grande autorité. En outre, il est renommé dans le monde entier pour le radicalisme de son intransigeance doctrinale. Personne assurément ne sera tenté d'attribuer son attitude — toute pareille en l'occurrence à celle des libéraux — à je ne sais quelles complaisances pour les faiblesses de la société moderne :

Rome, 23 mars.

Bien cher monsieur,

Vous me demandez mon avis sur les prétendues promesses d'après lesquelles la grandeur matérielle de la France serait la consécration de la réalisation littérale du désir exprimé à la bienheureuse Marguerite-Marie : « Que l'image du Sacré-Cœur soit officiellement gravée sur les armes, peinte sur les drapeaux, etc. »

Tout d'abord, une question préalable. Les révélations de la bienheureuse Marguerite-Marie concernant la France, ou plutôt le roi de France Louis XIV (car c'est lui que nous voyons constamment nommé dans les quatre lettres à la Mère de Saumaize et au P. Croiset qui sont les seuls documents sur lesquels on s'appuie), ces révélations, dis-je, viennent-elles véritablement de Dieu? On serait fondé à en douter quand on met en regard, d'un côté, l'orgueil de Louis XIV, son insatiable ambition, ses guerres de conquête, son attitude si hautaine et si insolente vis-à-vis du Saint-Siège, son rôle dans l'éclosion de la grande erreur gallicane dont il fut le premier auteur et le principal inspirateur, etc., etc., et, de l'autre, des phrases comme celle-ci : « Fais savoir au fils aîné de mon sacré-cœur que mon cœur veut régner dans son palais, être peint sur ses étendards et gravé dans ses armes pour les rendre victorieuses de ses ennemis, en abattant ces têtes orgueilleuses et superbes, pour le rendre triomphant de tous les ennemis de la sainte Eglise. »

Ne croirait-on pas qu'il s'agit d'un Charlemagne ou d'un saint Louis, et que les ennemis du grand roi étaient précisément ceux du royaume de Dieu? Et n'y a-t-il pas quelque chose de bien étrange dans cette idée du Sacré-Cœur abattant les têtes orgueilleuses et superbes aux pieds d'un homme plus superbe et plus orgueilleux encore?

Le cardinal Billot fait remarquer ici fort à propos que « l'Eglise, en canonisant ses saints, ne se porte jamais garante de l'origine divine de leurs révélations », et que, de plus, « il y a toujours place, en quelque hypothèse que ce soit, pour un mélange inconscient de ce qui vient de l'esprit propre avec ce qui est de l'esprit de Dieu ».

Mais venons-en à ce qu'il y a de capital dans la lettre du cardinal Billot. J'entends son opinion non plus sur l'authenticité, mais sur la substance du fameux « message » du Sacré-Cœur à Louis XIV :

Parmi les demandes que le message contenait, il en est, une surtout, celle que vous marquez expressément, qui passe de bien loin tout ce qu'il semblerait permis de rêver. Car il faudrait un changement si radical dans l'assiette et les conditions générales de la société française que l'esprit en demeure interdit. Je sais que rien n'est impossible à Dieu, mais nous n'en sommes pas, en ce moment, à estimer ce que Dieu peut de sa puissance absolue. Nous devons considérer qu'il y a une certaine économie de la Providence actuelle dont Dieu, autant que nous pouvons en juger par l'histoire, entend ne pas sortir, et que le miracle requis pour un drapeau national, au vingtième siècle, portant dans ses plis l'image du Sacré-Cœur, autrement dit, le miracle d'un pays aussi profondément divisé que le nôtre, surtout sur la question religieuse, aussi pourri de libéralisme, aussi feru de l'idée révolutionnaire, venant à accepter, dans son ensemble, une pareille alliance de la politique et de la religion dans ce qu'elle a de plus intime et de plus délicat, non, encore une fois, ce miracle-là n'aurait d'analogue en rien dans ce qui s'est jamais vu depuis que le monde est monde, depuis qu'il se fait des miracles, sous le soleil, depuis qu'il y a des hommes sujets au gouvernement divin sur la terre.

Je n'ai pas de temps de dire ici tout ce qui me vient à l'esprit. J'ajoute seulement que l'idée d'un drapeau national portant l'image du Sacré-Cœur ne me semble pas même une idée acceptable en soi, pour la bonne raison que le drapeau national n'est pas seulement un drapeau de paix, mais qu'il est aussi un drapeau de guerre. Et pourquoi les Allemands, par exemple, ne se croiraient-ils pas en droit de mettre sur leur drapeau ce que nous mettons sur le nôtre? Et voilà ce cœur adorable où tous les hommes doivent s'unir dans l'étreinte d'une commune charité, conduisant les Français à l'égorgement des Allemands, et les Allemands à l'égorgement des Français; est-ce convenable?

Nous dirons encore un mot des promesses. J'ai crié gare à je ne sais quelle nouvelle forme de millénarisme sur la pente duquel nous mettent ces assurances de triomphe sur nos ennemis et sur ceux de la Sainte Eglise, ce pouvoir d'abattre à nos pieds ces têtes superbes et orgueilleuses des grands, ces abondantes bénédictions sur toutes nos entreprises, etc., etc. En vérité, ce n'est pas ce que semblent nous promettre les leçons du passé. Ce n'est pas ce que le Sacré-Cœur réservait à Louis XVI, à Garcia Moreno, aux héroïques Vendéens de La Rochejacquelin, de Charette, de Lescure, d'Elbée, de Cathelineau. Enfin, nous ne sommes plus des Juifs d'Ancien Testament.

Chimères! chimères! chimères qui ont le grand tort de donner le change sur une dévotion admirable, tout entière orientée vers l'acquisition et l'union des vertus surnaturelles *et vitam venturi sæculi*.

Voilà, bien chez monsieur, en abrégé, ce que je pense de la question que vous me posez. N'ayant pas le loisir de développer davantage ces quelques idées, je vous prie d'agréer l'hommage du respect avec lequel j'aime à me dire

Votre très humble et très dévoué serviteur,

Cardinal BILLOT.

Est-ce que la cause n'est pas désormais entendue? Je crois qu'elle l'est. Le cardinal Billot aura rendu, par ce lumineux et ferme appel au bon sens, le plus signalé service à l'Eglise de France que telles extravagances d'un mysticisme dévoyé finiraient par exposer à de graves périls.

Julien de Narfon.

LES POUVOIRS DU GÉNÉRAL FOCH

On nous communique cette note :

M. Orlando a officiellement accepté, au nom de l'Italie, que le commandement en chef des armées alliées en France soit confié à M. le général Foch.

Il n'est donc pas exact de dire, comme on l'a fait hier, que le général Foch « devient commandant des armées alliées sur le front occidental », ce qui semblait étendre son commandement au front italien.

L'Affaire Czernin

La commission des Affaires extérieures a continué hier l'examen des dossiers autrichiens.

A la suite de cette réunion, le procès-verbal suivant a été communiqué :

La commission des affaires extérieures s'est réunie sous la présidence de M. Franklin-Bouillon; elle a entendu MM. Aristide Briand et Clemenceau sur le dossier autrichien.

Le président du Conseil lui a également donné des explications détaillées sur les résultats de la conférence interalliée tenue hier à Abbeville.

D'autre part, le groupe socialiste s'est réuni à la Chambre et a examiné les récentes révélations diplomatiques soumises à la commission des affaires extérieures :

M. Renaudel a demandé au groupe de charger ses représentants aux commissions de l'armée et de la marine de guerre d'adresser aux présidents de ces commissions une lettre les invitant à réclamer la communication des dossiers diplomatiques.

Après une discussion à laquelle ont pris part MM. Sixte-Quenin, Locquin, Cachin, Valière, Varenne, la proposition de M. Renaudel a été adoptée.

Le groupe a également donné des « directives » à ceux de ses membres appartenant à la sous-commission des affaires extérieures.

Quelles *directives?*

Celles, sans doute, de rechercher tous les moyens de soulever un débat parlementaire sur des affaires qui n'ont, à l'heure présente, qu'un intérêt rétrospectif.

Les socialistes feront sagement de ne pas tenter une manœuvre de ce genre, l'immense majorité de la Chambre étant parfaitement déterminée à suivre non pas les directives du parti unifié, mais son sentiment patriotique, et à écarter de son ordre du jour une discussion de cette nature.

A. A.

LA LETTRE DE CHARLES Ier

La *Reichspost* de Vienne publie les lignes suivantes :

Il est nettement établi aujourd'hui que le comte Czernin savait parfaitement que le prince Sixte de Bourbon avait été « chargé » de tenter un rapprochement entre les Etats belligérants.

Non seulement le comte Czernin était au courant de cette tentative, mais *il est avéré qu'elle était due à son initiative.* C'est lui qui désigna le prince Sixte pour cette mission et qui dirigea toute l'opération.

D'autre part, *Berlin était parfaitement au courant de ces démarches*, et il les approuva. Le gouvernement allemand n'avait donc aucune raison de simuler l'étonnement lorsque la lettre de l'empereur Charles fut publiée.

La *Reichspost* de Vienne est un journal à tendances militaristes fort au courant des choses de la cour.

MANŒUVRE POUR LA PAIX

Washington, 3 mai.

Diverses informations d'origine allemande tendent à faire croire à une nouvelle manœuvre pacifiste. Le but poursuivi par l'Allemagne semble surtout de ralentir l'effort militaire des Alliés. Le gouvernement ne voit rien dans les événements actuels qui montre de la part de l'Allemagne un désir de négocier franchement et ouvertement.

La Guerre

1,370e jour de guerre

Communiqués officiels

FRONT FRANÇAIS

3 MAI — 2 HEURES APRÈS-MIDI

Dans la région au **sud de Villers-Bretonneux**, bombardement violent de part et d'autre. Des combats assez vifs se sont livrés aux abords du Monument, au cours desquels nos troupes ont réalisé **quelque avance.**

Au sud de l'Avre, nous avons exécuté, hier, en fin de journée, une opération de détail qui a parfaitement réussi. Nos troupes ont attaqué les positions allemandes entre **Hailles et Castel** et se sont emparées de la **cote 82**, ainsi que d'un bois en bordure de l'**Avre**. Le chiffre des prisonniers que nous avons faits dépasse la centaine dont quatre officiers.

Dans la région de l'**Ailette**, nous avons repoussé un coup de main ennemi.

Nos reconnaissances se sont montrées particulièrement actives en **Voivre** et en **Lorraine** et ont ramené des prisonniers.

3 MAI — 11 HEURES SOIR

Pas d'action d'infanterie au cours de la journée.

Assez grande activité des deux artilleries dans la région au **nord et au sud de l'Avre**. Nos batteries ont pris sous leurs feux et dispersé des rassemblements ennemis au sud de Villers-Bretonneux et vers **Castel.**

Actions d'artillerie assez vives sur la rive droite de **la Meuse.**

Journée calme partout ailleurs.

FRONT BRITANNIQUE

3 MAI — APRÈS-MIDI

Des combats locaux qui se sont terminés à notre avantage ont eu lieu la nuit dernière aux environs de **Villers-Bretonneux.**

Au cours de raids heureux entrepris par nous au **sud d'Arras et à l'est de Saint-Venant**, nous avons fait dix prisonniers et pris cinq mitrailleuses.

Pendant la nuit, l'artillerie s'est montrée active de part et d'autre entre **Givenchy** et la **forêt de Nieppe**, dans le voisinage de **Locre** et au **sud d'Ypres.**

3 MAI — SOIR

Au cours des combats locaux qui se sont déroulés la nuit dernière au **sud de Villers-Bretonneux**, nos troupes ont coopéré avec les Français et capturé quelques prisonniers.

L'artillerie ennemie s'est montrée assez active ce matin au **nord d'Albert** dans le secteur **Beaumont-Hamel.**

En dehors de l'activité des deux artilleries sur tout le front, il n'y a rien à signaler.

FÉLICITATIONS

Londres, 3 mai.

Le maréchal sir Douglas Haig a adressé au général de Mitry le télégramme suivant :

Je désire vous féliciter personnellement, ainsi que les courageuses troupes qui sont sous vos ordres, pour la résistance couronnée de succès offerte par elles le 29 avril aux environs de Locre contre les attaques répétées par les forces ennemies supérieures en nombre, ainsi que pour les contre-attaques pleines d'élan et admirablement exécutées qui ont chassé l'ennemi du terrain dont il s'était emparé dans les attaques qui ont précédé.

SUR MER

La leçon de Zeebrugge

Les commentaires des journaux allemands sont unanimes à reconnaître que l'attaque sur Zeebrugge a constitué « un succès sérieux ». Cet aveu, qui contraste singulièrement avec les dires des communiqués officiels envoyés par radios le lendemain de l'attaque, est bon à retenir. Il doit inspirer aux marines alliées la résolution de persévérer dans l'attitude offensive à laquelle elles semblent s'être décidées. Toute la presse allemande loue la bravoure des marins anglais. Et si elle énumère avec complaisance les lourdes pertes subies par eux — 188 tués, 16 disparus, 384 blessés — elle ne dissimule pas la rigueur du coup moral porté par cette attaque qui a abouti « à un débarquement sur un point stratégique important que gardaient de formidables défenses ». Ce sont les mots mêmes de la *Gazette de Francfort*.

Nos alliés britanniques sont justement fiers de cette très brillante affaire, si bien préparée et si hardiment menée. L'enthousiasme qu'elle a suscité au delà de la Manche doit avoir son écho chez nous, ne serait-ce que pour faire taire quelques critiques moroses, toujours prêts au dénigrement. Le *Moniteur de la flotte* commente avec beaucoup de force la portée de cette attaque, qui a montré de la part des marins de l'Entente une mentalité offensive toute nouvelle.

Il y a environ trois mois, dit-il, l'Amirauté britannique fut complètement réformée. Les services d'opérations, dégagés des préoccupations étouffantes de l'administration et des questions du matériel, purent s'occuper exclusivement de la guerre : ils trouvèrent le chemin de l'offensive. Pour éviter qu'ils ne retombent dans la vieille ornière, on remplace l'ancien personnel par des hommes nouveaux, des hommes jeunes d'esprit, dont le cerveau encore malléable avait pu dégager les enseignements de la guerre. Les opérations de Zeebrugge sont la première manifestation officielle et publique de cet esprit nouveau.

Il importe maintenant que l'opération du 23 avril ait une suite, ou même des suites. De telles attaques ne valent, en effet, que si elles sont répétées, que si elles procèdent d'un plan d'exécution à la fois énergique et continu. Les journaux allemands ne se font pas d'illusion sur ce point. Tous s'attendent à de nouvelles opérations, reprises même sur une plus grande échelle.

Le brio de l'attaque sur Zeebrugge ouvre un espoir immense.

M. L.

RAIDS AÉRIENS ET REPRÉSAILLES

On mande de Berlin, via Bâle :

A une question relative aux attaques aériennes contre les villes ouvertes, le comte Hertling a répondu que la question des villes ouvertes a été soigneusement étudiée. Il n'y a pas de mesures certaines de préservation. Le meilleur procédé est l'augmentation des moyens de défense, puis les menaces de mesures de représailles contre les villes ennemies importantes.

Le comte Hertling, faisant allusion aux initiatives qui se sont manifestées en France, au Parlement et au Conseil municipal de Paris, pour une entente des belligérants afin d'arrêter les attaques sur les villes hors de la zone des opérations, a ajouté que ces suggestions n'ont pas été suivies de propositions fermes du côté de l'ennemi.

Si elles devaient se produire, ce seraient les autorités militaires qui, les premières, auraient à les examiner.

Notons d'abord qu'en dehors d'initiatives individuelles extraparlementaires assez fâcheuses et mal accueillies, il n'y a eu, ni au Parlement, ni au Conseil municipal, ni dans les commissions, ni dans les groupes, *aucune* proposition française d'accord pareil à celui que réclament les villes du Rhin. Pas une ville bombardée en France n'a songé à traiter avec l'Allemagne.

Il est visible, au contraire, que c'est sous la pression des villes allemandes menacées que la question a été portée à la tribune par le comte Hertling.

D'ailleurs, pour une fois, nous sommes d'accord avec le chancelier et nous répéterons bien volontiers, que le *meilleur procédé de défense contre les attaques aériennes, c'est l'augmentation des moyens de défense, puis les menaces de mesures de représailles contre les villes ennemies importantes.*

LA GUERRE AÉRIENNE

Front britannique

Le 1er du courant, le temps a continué à être très défavorable. Seules, des reconnaissances à courte distance ont été possibles. Nos aéroplanes les ont exécutées à très faible hauteur et ils ont lancé des bombes. Aucun de nos appareils ne manque.

Le 2, une tonne de bombes a été jetée sur la gare et les voies de garage de *Thionville*. On en a vu une éclater sur les usines *Carlshutte*, où un incendie s'est déclaré. Plusieurs ont éclaté également sur la caserne, la gare et la voie de garage. Tous nos appareils sont rentrés.

Front français

Dans la journée du 2 mai, huit avions allemands ont été abattus, dont trois par les moyens de la défense contre avions. En outre, douze appareils ennemis ont été gravement endommagés et sont tombés dans leurs lignes à la suite de combats avec nos pilotes.

Notre aviation de bombardement a effectué de nombreuses sorties dans la journée du 2 mai et dans la nuit du 2 au 3 mai.

Vingt-sept mille kilos de projectiles ont été jetés sur les gares de *Ham, Nesle, Roye, Chaulnes, Saint-Quentin, Jussy* et sur les bivouacs et cantonnements de ces régions; huit mille kilos de projectiles sur les établissements ennemis de la région de *Rethel* et sur la gare d'*Asfeld-la-Ville*.

La Mission américaine en France

La mission américaine est arrivée hier soir à la gare Saint-Lazare.

Elle a été reçue au nom du gouvernement par M. Colliard, ministre du travail, accompagné de MM. Picquenard, son chef de cabinet; Fontaine, directeur au ministère du travail; Bourillon, inspecteur du travail; Emler, chef adjoint du cabinet.

M. Colliard a adressé à nos hôtes une éloquente allocution de bienvenue.

La mission sera l'hôte de la France jusqu'au 13 mai. Voici le programme de son séjour :

Samedi 4 mai. — Visite de Paris. Déjeuner au « La Fayette Clearing House ». Visite du château de Versailles et de Chalais-Meudon. Dîner au cercle Volney. Soirée à l'Opéra-Comique.

Dimanche 5 mai. — Réception par le maréchal Joffre. Visite des Invalides. Déjeuner au ministère du travail. Thé au cercle Volney. Départ pour Lyon.

Lundi 6, mardi 7, mercredi 8 et jeudi 9 mai. — Visite de la région lyonnaise (Lyon, Grenoble, Aix-les-Bains).

Vendredi 10 mai. — Retour à Paris. Visite du Petit et du Grand Palais. Déjeuner aux usines Citroën. Réception à l'Hôtel de Ville et au Palais-Bourbon. Dîner au cercle Volney. Soirée à l'Opéra.

Samedi 11 mai. — Déjeuner au ministère des affaires étrangères. Réception par le président du Conseil. Dîner intime au cercle Volney.

Dimanche 12 et lundi 13 mai. — Voyage au front français.

La vie nouvelle par le Japon

De Machiavel : « Je donne carrière à la malignité de la fortune, satisfait qu'elle me foule ainsi aux pieds, pour voir si, un jour, elle n'en aura pas honte. »

La fortune finira-t-elle par avoir honte de fouler ceux des Russes qui, dans l'horrible tempête, sont restés debout, refusant de plier devant l'Anarchie et devant l'Allemagne, également fidèles à l'alliance et à la patrie idéale?

⁂

Des lettres que j'ai sous les yeux racontent la détresse de la Russie, son humiliation, plus atroce encore, et les sentiments contradictoires qui l'agitent pendant ces heures les plus affreuses de son histoire.

Ici, le morne désespoir : point d'issue, à travers tant de ruines accumulées, vers un avenir meilleur, les dernières ressources épuisées, plus de travail, plus de pain, les horreurs de la famine.

Là, dans les villes comme dans les campagnes, où se démène l'ancien parti de Potsdam, la résignation à l'Allemagne. Combien de fois ai-je écrit ici qu'un destin pire encore que la défaite et l'anarchie menaçait la Russie, et que c'était l'ordre rétabli par les Allemands! Ces heures ignominieuses se rapprochent. De la lettre d'un ancien officier, ardent patriote et libéral, qui a réussi à s'échapper et à gagner Londres, je copie textuellement : « Je ne trouve pas de mots pour vous dire ce qu'est devenue la vie en Russie : c'est l'enfer même. Le chaos des temps de Kerenski apparaît aujourd'hui comme une époque d'ordre idyllique. Des hommes de toutes les classes pactiseraient avec le diable lui-même pour se débarrasser des bolcheviks, de leur tyrannie, de l'anarchie croissante. Le pays est livré à des bandes de *houliganes*, pillards et malfaiteurs de toutes sortes. L'avance des Allemands sur Pétrograd a suscité une impatience honteuse : « Ils viennent enfin! On pourra respirer, vivre! » Ces mêmes Allemands, qui ont subventionné les bolcheviks dans toutes leurs entreprises contre le gouvernement provisoire et contre l'armée, et qui ont traité avec eux à Brest, les pendent aujourd'hui n'importe où ils les trouvent. Les ouvriers et les paysans sont las à mourir de l'insécurité perpétuelle. Si les Alliés ne peuvent ou ne veulent pas nous aider à rétablir l'ordre, il ne restera qu'à nous adresser aux Allemands. Mieux vaut encore une Russie allemande qu'une Russie morte. Qui nous donnera l'ordre, un gouvernement, sera notre ami. Voilà les propos publics. Beaucoup s'en taisent, mais pour une dernière pudeur. »

Je ne commente pas, je transcris. Le plus fort et le plus tenace besoin de l'homme, c'est celui de vivre. Ces malheureux veulent vivre, d'abord. Ils auront ensuite toute une existence de servitude pour pleurer sur leur déchéance.

Les bolcheviks ne tiennent plus aujourd'hui le pouvoir que par la terreur. Les Allemands peuvent également les y garder ou les en chasser. Pour accroître le mal, ou pour se donner le mérite de l'ordre.

Enfin, venus de tous les partis, ceux qui s'appellent eux-mêmes « les derniers des Russes ». Ni résignation ni désespoir. Réunis autour des survivants de la gauche libérale et des grands chefs de guerre, où de cœur avec eux, ils tournent les yeux vers la Sibérie et l'Extrême-Orient.

Ils ne sont aujourd'hui encore qu'une minorité? Evidemment. Quelles sont les grandes choses de l'histoire qui n'ont pas été faites par une minorité! Mais cette minorité, que rien n'a pu ébranler à travers les catastrophes, c'est le suc et la moelle de la Russie, c'est le sel de la terre russe. Que le libérateur attendu paraisse en force, proclamant à la fois son désintéressement, sa volonté de rétablir l'ordre et sa résolution implacable de ne pas abandonner à l'Allemagne, pour des siècles, l'une des plus riches contrées du monde, et vous verrez aussitôt, telle la Jérusalem nouvelle « sortant du fond des déserts, brillante de clarté », jaillir de la steppe une autre Russie, éprouvée, purifiée, instruite par ses « grandes pitiés », guérie des paradis artificiels, des millénaires, des utopies imbéciles ou criminelles, et, surtout, de l'Allemagne (1).

⁂

A préconiser dans l'intérêt général de l'Entente, comme dans l'intérêt de la Russie et dans celui du Japon, l'intervention rapide des armées nipponnes en Sibérie, débarquant aux plages voisines de l'Empire du Soleil Levant et poussant à l'Oural, me dira-t-on que je présume à tort du consentement des seuls hommes qui, dans ce vaste Empire en lambeaux, ont gardé le sens de l'honneur?

Comment ne voit-on pas que, logiquement, fatalement, tout Russe qui ne veut pas de la domination allemande se tourne vers le Japon? Est-ce que l'évidence ne crie pas quand c'est Lénine avec sa bande à Moscou, Hearst avec sa presse jaune aux Etats-Unis qui s'opposent à l'intervention japonaise? L'Allemagne, une fois de plus, parle par ces bouches impures. Qui ne la reconnaît pas dans ces discours, c'est qu'il ne veut ni entendre ni voir. Mais il faut des preuves matérielles aux saint Thomas; en voici.

C'est, entre autres missives pressantes qui seront publiées à leur heure, la dépêche d'un ancien membre de la Douma, l'une des personnalités les plus importantes de la Sibérie. Je ne suis pas autorisé encore à dire son nom, mais il m'est permis d'indiquer que sa dépêche est depuis plusieurs jours connue des chancelleries de l'Entente et sous les yeux du président Wilson, et j'en puis reproduire quelques lignes : « Dans les larges milieux démocratiques sibériens, l'idée s'affirme davantage tous les jours que la lutte contre les bolcheviks et les Allemands doit être commencée en Extrême-Orient. En raison de l'insuffisance des ressources nationales, ce projet libérateur ne peut être réalisé que par l'armée japonaise d'accord avec les autres puissances de l'Entente. Prenez garde que, si l'intervention ne se produit pas promptement, les ressources considérables de la Sibérie, en vivres et en matières premières, seront utilisées par les Allemands, avec l'aide des prisonniers de guerre. A cet effet, les bolcheviks les arment tant qu'ils peuvent. Ils mettront la main sur le Transsibérien. Le temps presse. L'arrivée immédiate des Japonais s'impose. Faites votre possible pour convaincre l'Angleterre et l'Amérique. Il n'y a pas d'autre moyen de sauver la Russie... »

Il y a dix autres appels aussi probants, aussi éloquents dans leur sobriété voulue. Les faits, dans leur simple nudité. Quel discours parlerait plus haut! L'Allemagne est maîtresse déjà de toute la Russie occidentale. L'Ukraine est sur le papier des traités une république indépendante; l'Allemagne la traite en province conquise. Encore quelques jours, et elle aura occupé toute la Crimée. Quand elle tiendra le Transsibérien, il sera trop tard, encore une fois trop tard — ou bien mille obstacles se dresseront devant les armées du Japon qui n'auraient à faire aujourd'hui qu'une promenade militaire. Que dirait-on, ce jour-là, à ceux des Russes qui, ayant tenu contre l'orage, déjà faisaient honte au destin et voyaient poindre le salut?

Polybe.

P. S. — Dans mon article d'avant-hier, à propos du blason qu'accompagne la devise : « Le plus obstiné l'emporte », lire : « Deux *cerfs* se bûchent », au lieu de : deux *chefs*.

(1) L'action directe, personnelle, du Japon dans cette renaissance de la Russie serait considérable. C'est ce que dit fortement M. Auguste Gérard : « Le souffle du Pacifique libéré et purifié ne pourra être que vivifiant et salubre pour toutes les poitrines qui, jusqu'au delà de l'Oural, le respireront. » (*Les Etats-Unis et l'Extrême-Orient*, dans le volume qui vient de paraître : *Nos Alliés d'Extrême-Orient*.)

AU 3e CONSEIL DE GUERRE

Ces Messieurs du *Bonnet Rouge*

CINQUIÈME AUDIENCE

M. Germain, expert-comptable comme M. Rousseau, n'a pas sa virtuosité prodigieuse. Néanmoins il entend fort bien son métier, ce dont M. Vercasson, hier, n'eut pas précisément à se louer. M. Vercasson avait confiance en Duval. Quand M. Germain eut achevé sa déposition, cette confiance ne parut plus embaumée du même parfum d'ingénuité.

Duval, qui faisait des affaires, en fit avec M. Vercasson. Certain contrat d'association unissait « Monsieur Badin » et l'imprimeur lequel réalisa, de ce chef, 25,000 francs de bénéfices en quelques mois. En outre Duval avança à Vercasson, le 24 février 1917, une somme de 150,000 francs. Service d'ami pour lequel il ne réclama ni escompte ni intérêt. Huit jours avant, il est vrai, Vercasson avait rapporté de Suisse 164,000 francs à l'obligeant prêteur. Qu'il avait raison de trouver Duval charmant et très agréable en affaires!

Ceci établi, le Conseil de guerre entendit M. Lehideux, officier interprète au service économique de l'armée, et M. Hoppenot, son collègue. Leurs témoignages se rapportent à l'affaire du chèque.

M. Lehideux était employé au contrôle à Bellegarde quand le chèque fut saisi sur Duval. Il reçut ses explications, qui ne lui parurent pas convaincantes. Ces fonds, disait Duval, provenaient de la liquidation des parts françaises de la San-Stefano. Ce n'était pas encore, on le voit, la rémunération des éminents services rendus au banquier Marx.

— Au service de centralisation des renseignements, où je me rendis avec M. Hoppenot, il y avait un dossier sur Duval. Je reçus la mission de lui dire, le lendemain, que l'affaire dépendait désormais du ministère de l'intérieur. « C'est bien, se contenta-t-il de répondre. Je verrai Leymarie. »

Leymarie ou « monsieur » Leymarie? Duval assure qu'il ne se permit pas d'appeler « Leymarie » tout court cet important fonctionnaire. M. Lehideux maintient sa version. Mais quoi, M. Leymarie était si aimable et si bon camarade!

Le collègue de M. Lehideux, M. Hoppenot, confirme de point en point la déposition précédente. Il était chargé, lui, de la liaison entre le 2e bureau et la préfecture de police. En raison de ces fonctions, il s'enquit de Duval auprès de M. Maunoury.

— « Vous ne le connaissez pas, me dit M. Maunoury. C'est l'administrateur du *Bonnet Rouge*. Il a été plusieurs fois en Suisse. C'est un personnage très suspect, et l'argent du chèque l'est aussi. C'est avec cela qu'on paye la propagande pacifiste. On devrait fusiller tous ces gens-là! »

On aime entendre, vraiment, ce haut fonctionnaire de la préfecture s'exprimer avec cette rondeur!

Voici maintenant le capitaine de la Noé. M. de la Noé fut administrateur de la San-Stefano, sur la demande de M. Dausset. C'était en 1910. Quand M.